

Les résultats des initiatives du gouvernement pour la promotion de l'emploi sont "positifs"

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 06-05-2010 00:59:45

Les études menées pour évaluer les différentes initiatives prises par le gouvernement dans la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi ont montré "sans ambages que les résultats ont été très positifs", a affirmé le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Jamal Rhmani.

M. Rhmani qui était l'invité de l'émission "Hiwar" diffusée mardi soir par la première chaîne de télévision "Al Aoula ", a souligné qu'à titre d'exemple, 70 pc des diplômés du système de la formation professionnelle accèdent facilement au marché du travail et que 65 pc des bénéficiaires du programme "Idmaj" reçoivent les prestations de la Caisse nationale de sécurité sociale.

Soulignant que le gouvernement a pris nombre de mesures pratiques visant la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi, secteur qui connaît des changements soutenus à l'échelle internationale et nationale, le ministre a évoqué les programmes "Idmaj", "Taehil" et "Moukawalati" qui constituent les principaux axes de la politique volontariste adoptée par l'Etat pour la promotion de l'emploi, outre d'autres programmes visant l'amélioration de "l'employabilité" à travers la mise à niveau des ressources humaines.

Cette batterie de mesures est en harmonie avec les changements intervenus récemment au Maroc, notamment les réformes introduites au système législatif du travail et le lancement d'initiatives pionnières de développement, telles le plan national du développement industriel, le Plan Maroc Vert et le développement du secteur de la logistique.

Concernant les résultats du dialogue social, le ministre a affirmé que le coût de ce dialogue a atteint près de 19 milliards de DH entre 2008 et 2009, sans compter les montants affectés par les fonds sociaux à l'amélioration de la situation de différentes catégories de salariés, ainsi que la situation particulière des systèmes destinés à d'autres catégories.

M. Rhmani a également fait remarquer que plusieurs autres questions demeurent au menu du dialogue social, dont l'élargissement du panier des traitements et des soins et l'extension des allocations familiales aux salariés du secteur de l'agriculture.

Evoquant la loi réglementant la grève, le ministre a fait savoir que ce projet de loi a été élaboré et est actuellement soumis à la discussion dans le cadre du dialogue social avec les autres partenaires (centrales syndicales et employeurs), faisant remarquer que ce texte comprend plusieurs points positifs, tels la possibilité d'avoir recours à la justice pour la constatation du déroulement de la grève. Il a également espéré qu'un consensus sera atteint avec les différents partenaires du dialogue sociale à propos de ce projet.

Enumérant les acquis réalisés au profit des différentes catégories de la classe ouvrière marocaine à

la faveur du dialogue social, M. Rhmani a notamment cité la suppression des échelles classés de 1 à 4, l'indemnisation pour le travail dans les régions éloignées pour lequel le gouvernement a consacré une enveloppe de 850 millions de DH et la révision des quotas de promotion.

D'autres dossiers requièrent encore des solutions, tels la réforme de la grilles des salaires et l'indemnisation pour perte d'emploi, a-t-il dit, appelant à la réforme du système des retraites qui connaît un problème de longévité, du fait de l'accroissement de l'espérance de vie, phénomène qui ne concerne pas seulement le Maroc mais est également répandu à l'échelle internationale.

Dans ce même contexte, il a souligné les efforts déployés par le gouvernement pour la réforme du secteur de la mutualité qui a été régi pendant longtemps par un cadre législatif obsolète, rappelant les mesures prises par le Ministère pour élaborer le code de la mutualité.

M. Rhmani, qui est également membre du Bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires, a qualifié d'"important" le bilan de l'action de l'exécutif, notant que le Premier ministre va présenter ce bilan devant le parlement.

La réunion qu'ont tenue récemment les composantes de la majorité gouvernementale a été une occasion pour exprimer leur soutien au gouvernement, a-t-il précisé.

Revenant sur la situation interne au sein de l'USFP, M. Rhmani a relevé que le parti a prôné une nouvelle politique qui laisse place aux différents opinions internes de s'exprimer et rompt avec la culture de l'opinion unique, notant qu'il y a consensus que les décisions du dernier congrès national et du Conseil national constituent la référence.

L'USFP va poursuivre sa contribution à la gestion de la chose publique tout en proposant un agenda de réformes institutionnelles, a-t-il assuré.

MAPF